

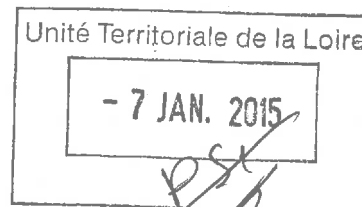
Rubriques ok
S33C ok.

S3-25-0034



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE



ARRETÉ N° 581-DDPP-14
portant modification des activités

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation n°19727 délivré au Centre Hospitalier Universitaire HOPITAL NORD en date du 8 avril 2004 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2010,

VU l'arrêté préfectoral n°14-36 du 13 juin 2014 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire,

VU l'arrêté préfectoral n°197 DDPP 14 du 16 juin 2014 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 17 octobre 2014,

VU l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques du 1^{er} décembre 2014,

VU l'absence d'observation sur le projet d'arrêté transmis par courrier du 11 décembre 2014 ;

Considérant qu'il convient de régulariser la situation administrative de l'installation visée ci-dessus ;

Considérant que l'exécution de l'ensemble des mesures précitées suffit à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé ;


Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Centre Hospitalier Universitaire Hôpital Nord sis à SAINT PRIEST EN JAREZ (42270), avenue Albert Raimond, est autorisé à exploiter, à cette adresse, les activités ci-après :

Désignation des installations	Volume autorisé	Rubriques de la nomenclature	Classement A : autorisation D : déclaration
Installations de combustion . d'une puissance thermique totale supérieure à 20 MW.	<u>Chaufferie</u> . 2 chaudières gaz de 4070 + 2 x 4500. . 4 groupes électrogènes FOD : 2 x 4560 kW + 2 x 5282 . 1 GE de secours : 2859 kW Total : 39,64 MW	2910.A.1	A X
Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés a - équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 k, la quantité cumulée de liquide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg	. groupes froid : 8 000 kW . 3 compresseurs d'air : 70 kW Puissance totale : 8 070 kW Fluide frigorigène utilisé : R134a Quantité totale : 989 kg	1185.2a	A D SSIC
Emploi ou stockage d'oxygène la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 200 tonnes	Maxi 15 tonnes	1220.3	D X
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. . la quantité de produit entrant étant supérieure à 500 kg/jour mais inférieure ou égale à 2 tonnes/jour	Une cuisine centrale Maxi 1100 kg par jour	2221.2	D X
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	- Stockage de fuel domestique (catégorie C) en 3 cuves acier aériennes de 60 m ³ chacune Total : 360 m ³ /10 soit 36 m³ équivalent - stockage de kérosène en cuve aérienne de 25 m ³ soit un volume total de 61 m ³ 97 m³	1432.2 b	DC X
Station-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburants de véhicules à	Kérosène : 112,5 m ³ /an	1435.3	DC X

moteur, de bateaux ou d'aéronefs, 3 - le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³			
Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique, la surface traitée étant dans le cas de la radiographie médicale supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure à 50 000 m ²	surface traitée annuellement : 6 000 m ²	2950.2b	D 

- 1.1 - Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demande successifs et aux études remises, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
- 1.2 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les activités soumises à déclaration de stockage et distribution de kérosène installées sur l'héliport du Centre Hospitalier. Les prescriptions des arrêtés ministériels types des 22 décembre 2008 (stockage) et 15 avril 2010 (Distribution) sont applicables sous réserve des prescriptions ayant le même objet des arrêtés préfectoraux d'autorisation en vigueur.
- 1.3 - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Loire avec tous les éléments d'appréciation.
- 1.4 - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.
- 1.5 - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de la Loire, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34,1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.
- 1.6 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

Article 2 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif.

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 3 : Notification

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement, Monsieur le maire de SAINT-PRIEST EN JAREZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le **Patrick RUBI**
Directeur Adjoint

- 5 JAN 2015

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- C.H.U. de SAINT-ETIENNE

Avenue Albert Raimond

42270 SAINT-PRIEST EN JAREZ

- Monsieur le maire de SAINT-PRIEST EN JAREZ

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire

Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

1000 1000000
1000 1000000

1000 1000000
1000 1000000
1000 1000000